

— les dispositions du titre VI relatif au Groupement des assureurs automobiles et du titre VII relatif aux pouvoirs de l’Autorité des marchés financiers en matière de données statistiques et de tarification de la Loi sur l’assurance automobile (L.R.Q., c. A-25);

— la Loi sur l’assurance-dépôts (L.R.Q., c. A-26);

— la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32);

— la Loi sur l’Autorité des marchés financiers (L.R.Q., c. A-33.2);

— la Loi sur les caisses d’entraide économique (L.R.Q., c. C-3);

— la Loi concernant certaines caisses d’entraide économique (L.R.Q., c. C-3.1), à l’exception des dispositions dont l’application relève du Directeur général des élections ou du ministre du Revenu;

— la Loi sur les caisses d’épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4);

— la Loi sur les caisses d’épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4.1);

— la Loi sur les coopératives de services financiers (L.R.Q., c. C-67.3);

— la Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2);

— la Loi sur l’exercice des activités de bourse au Québec par Nasdaq (L.R.Q., c. E-20.01);

— la Loi sur les instruments dérivés (L.R.Q., c. I-14.01);

— la Loi sur les pouvoirs spéciaux des personnes morales (L.R.Q., c. P-16), à l’exception des dispositions dont l’application relève du ministre du Revenu;

— la Loi sur les sociétés d’entraide économique (L.R.Q., c. S-25.1);

— la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d’épargne (L.R.Q., c. S-29.01);

— la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V-1.1);

2^o en ce qui concerne l’encadrement des personnes morales, celles relatives à l’application des dispositions et des lois suivantes :

— la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), à l’exception des dispositions dont l’application relève du ministre du Revenu;

— la Loi sur les compagnies de télégraphe et de téléphone (L.R.Q., c. C-45), à l’exception des dispositions dont l’application relève du ministre du Revenu;

— la Loi sur les compagnies minières (L.R.Q., c. C-47), à l’exception des dispositions dont l’application relève du ministre du Revenu;

— la Loi sur les sociétés par actions (L.Q. 2009, c. 52), à l’exception des dispositions dont l’application relève du ministre du Revenu;

3^o en ce qui concerne les centres financiers internationaux, celles relatives à l’application de la Loi sur les centres financiers internationaux (L.R.Q., c. C-8.3) à l’exception des dispositions dont l’application relève du ministre du Revenu;

4^o en ce qui concerne l’encadrement du courtage immobilier, celles relatives à l’application de la Loi sur le courtage immobilier (L.R.Q., c. C-73.2), à l’exception des dispositions dont l’application ne relèvera pas du ministre des Finances;

5^o en ce qui concerne l’encadrement des entreprises de services monétaires, celles relatives à l’application de la Loi sur les entreprises de services monétaires (L.Q. 2010, c. 40, annexe 1), dont les dispositions entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement, à l’exception des dispositions dont l’application relèvera du ministre de la Sécurité publique.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

55088

Gouvernement du Québec

Décret 56-2011, 9 février 2011

CONCERNANT le Comité ministériel du développement social, éducatif et culturel

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE les dispositions applicables au Comité ministériel du développement social, éducatif et culturel soient les suivantes :

COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DU COMITÉ

1. Sont membres du Comité ministériel du développement social, éducatif et culturel :

- la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport;
- le ministre de la Santé et des Services sociaux;
- le ministre de la Justice;
- la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor;
- la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
- le ministre de la Sécurité publique;
- la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine;
- la ministre de la Famille;
- la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles;
- la ministre du Travail;
- le ministre responsable des Affaires autochtones;
- la ministre responsable des Aînés;
- le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Francophonie canadienne et ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information;
- la ministre déléguée aux Services sociaux;
- la whip en chef du gouvernement;
- le président du caucus du parti du gouvernement.

En outre, tout membre du Conseil exécutif peut, sur demande de la présidente du Comité, agir à titre de membre du Comité lors d'une réunion.

2. La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport est la présidente du Comité et le ministre de la Santé et des Services sociaux, le vice-président; le vice-président remplace la présidente lorsque celle-ci est absente, n'est pas disponible ou présente un document.

3. Le quorum du Comité est de trois membres, dont celui qui préside la réunion.

4. Le Comité tient ses réunions aussi souvent que cela est nécessaire ou lorsque le premier ministre le demande.

5. Tout membre du Conseil exécutif peut assister aux réunions du Comité et y faire les représentations qu'il juge utiles.

6. Le secrétariat du Comité est assuré, au sein du Secrétariat général du Conseil exécutif, par le Secrétariat au développement social, éducatif et culturel, au développement des régions et à l'occupation du territoire.

MANDAT DU COMITÉ

7. Le Comité a pour mandat d'assurer la coordination des politiques et des actions gouvernementales dans les domaines de l'éducation, de la francophonie, des arts et des lettres, de la culture et du patrimoine, de la langue, de l'information et des communications, de la main-d'œuvre, de la formation professionnelle, de la santé et des services sociaux, de l'emploi et de la solidarité sociale, de la famille et de l'enfance, de la sécurité publique, de la justice, des droits de la personne, des immigrants, des communautés culturelles, des aînés, des jeunes, de la condition féminine, des autochtones, du sport et du loisir.

QUE le présent décret remplace le décret n^o 776-2010 du 15 septembre 2010.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

55089

Gouvernement du Québec

Décret 57-2011, 9 février 2011

CONCERNANT le Comité ministériel de la prospérité économique et du développement durable

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE les dispositions applicables au Comité ministériel de la prospérité économique et du développement durable soient les suivantes :

COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DU COMITÉ

1. Sont membres du Comité ministériel de la prospérité économique et du développement durable :

- le ministre des Transports;
- le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation;
- la ministre des Ressources naturelles et de la faune et ministre responsable du Plan Nord;
- la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie;
- la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor;
- le ministre des Finances et ministre du Revenu;
- le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire;